Déclaration à la presse de Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur le conflit en Ukraine, la situation en Géorgie et en Moldavie et l'aide à la Turquie et la Syrie après les tremblements de terre, à Bruxelles le 20 mars 2023.

2023-03-20

Le Conseil aujourd'hui va être à nouveau très largement consacré à la guerre que mène la Russie en Ukraine. Nous nous sommes réunis pour la dernière fois dans cette formation le 20 février, et depuis le 20 février beaucoup de choses se sont passées. D'abord, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution à une très large majorité qui rappelle la nécessité de respecter les principes de la Charte des Nations unies, et qui demande le retrait immédiat, inconditionnel et complet des troupes russes qui sont en Ukraine. De son côté, la Russie continue sa campagne de frappes indiscriminées contre les objectifs civils. Donc nous devons continuer à aider l'Ukraine à se défendre pour que ce pays puisse recouvrer sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale. Puis surtout, depuis vendredi, il y a un élément nouveau extrêmement important qui est la décision de la Cour pénale internationale d'émettre deux mandats d'arrêt contre deux responsables russes des enlèvements et des déportations d'enfants dont le président Poutine. Nous l'avons commenté aussitôt. Je l'ai fait à nouveau hier. Le message qui est adressé par la Cour pénale internationale est qu'aucun responsable, aucun maillon de la chaîne des crimes de guerre ne peut penser échapper à la justice. Donc je voudrais redire le soutien résolu qu'apporte la France à la Cour pénale internationale. Aujourd'hui, nous débattrons à nouveau de la situation en Ukraine et du soutien à lui apporter, notamment sur la base de la proposition du Haut représentant qui concerne l'utilisation de la facilité européenne de paix pour les munitions, de façon à accélérer le transfert de munitions vers l'Ukraine, de façon aussi à permettre des achats groupés et donc plus rapides et à de meilleurs prix et enfin avec l'objectif de renforcer les capacités européennes de production. Voilà une façon concrète d'aider l'Ukraine.

Je veux citer aussi les dossiers de la Moldavie et de la Géorgie dont nous parlerons, parce que ces deux pays font face à des tentatives de déstabilisation qui appellent notre grande vigilance et justifieront peut-être que l'on songe à cibler les responsables de cette tentative de déstabilisation. Donc je souhaite rappeler le soutien que nous apportons à ces pays. J'ai

reçu la Présidente de Géorgie il y a 8 ou 9 jours, à Paris. Pour ce qui concerne la Moldavie, je m'y étais rendue à la fin du mois de janvier. La secrétaire d'Etat aux Affaires européennes y est allée début mars. Le Président de la République a eu Mme Sandu à nouveau au téléphone le 17 de ce mois, je crois, donc il y a quelques jours. Donc nous nous portons aux côtés de la Moldavie autant que nécessaire.

Je ne veux pas oublier les autres sujets mais il faut faire un peu vite. Je souhaite citer celui de la Conférence des donateurs pour l'aide à la Turquie et la Syrie après les tragiques tremblements de terre qui ont affecté ces deux pays. Je ne pourrai pas être présente parce que, comme vous l'imaginez, je dois être à Paris cet après-midi. Mais l'ambassadeur qui me représentera, annoncera une nouvelle contribution de la France à ces pays : 12 millions d'euros s'ajoutant à la vingtaine qui ont déjà été apportés par la France, tant à la Syrie qu'à la Turquie. Vous vous souvenez que nous avons été l'un des premiers pays à réagir en envoyant en Turquie, le jour même, nos équipes.

Voilà quelques-uns des éléments de ce Conseil.

Q - Sur le mécanisme d'achat de munitions communes, pouvez-vous nous expliquer concrètement comment cela va fonctionner ? Et est-ce que cela va servir à couvrir les besoins ukrainiens ?

R - C'est bien l'objectif. Concrètement, vous le savez, la proposition du Haut représentant - il y a un texte qui est à votre disposition- vise à utiliser deux des milliards qui constituent la facilité européenne de paix pour permettre des achats groupés - donc à un meilleur prix et peut-être plus rapidement- et aussi pour assurer les pays qui seront donc remboursés ou remboursés partiellement de ce qu'ils livreront par cette facilité européenne de paix, d'accélérer leur livraison, étant certains du remboursement. Il faut aider l'Ukraine vite et donc maintenant. Plus et plus vite et donc maintenant.

Q - Justement à propos de l'Ukraine, la Suisse retient des munitions qui pourraient lui être livrées, alors que l'Europe en cherche désespérément. Quel message avez-vous pour Berne aujourd'hui avant cette réunion ?

R - Je ne veux pas commenter la neutralité suisse telle qu'elle est interprétée par ce pays. Je répète qu'il faut aider l'Ukraine néanmoins.

Q - Could you say a bit more on the support package for Georgia and Moldova ?

R - We support the President of Moldova and his government. My dear friend Nicu called us last February to help more, to be extremely attentive to the destabilization tentatives or attempts. So we will mention that also today. About Georgia, we keep a close eye on what is happening in Georgia. There's an open path to the EU candidature by Georgia but a few

steps have to be followed and we do stress that they are important to be followed now, before the end of the year.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 mars 2023

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/288702-catherine-colonna-20032023-politique-etrangere-georgie-moldavie